

DÉCLARATION DU COMITÉ PERMANENT DE LA FSESP À L'ADRESSE DES INSTITUTIONS NATIONALES ET UE (NEA)

TAILLER DANS LES RÉMUNÉRATIONS ET L'EMPLOI DU SECTEUR PUBLIC N'EST PAS LA SOLUTION À LA CRISE ÉCONOMIQUE GLOBALE.

- **Les Organisations Syndicales affiliées à la FSESP**, lesquelles représentent des millions de fonctionnaires et travailleurs du Secteur public en Europe, se sont rencontrées le 15 octobre 2009 à Bruxelles.
- Le Comité a entendu rapport sur les plans gouvernementaux de coupes claires dans les rémunérations, dans les pensions, dans l'emploi et autres conditions du Secteur public. Ce qui va compromettre le maintien d'un service public de qualité, ce dont la population a le plus besoin.
- Les restrictions affectent des travailleurs qui font en sorte que nos états fonctionnent bien dans l'intérêt de tous, notamment des services publics centraux tels que la Sécurité sociale, l'Emploi, l'Éducation, la Santé, l'Environnement, la Perception de l'impôt, l'Égalité et la Diversité, les Services carcéraux et de probation, la Défense, la Recherche, la Culture.

**NOUS exprimons notre solidarité à l'égard des collègues qui font face à de
sévères attaques et nous opposons à ce que :**

- ▶ l'on fasse porter aux travailleurs du Secteur public la responsabilité d'une crise économique globale qu'ils n'ont pas créée mais qui est le résultat de politiques néolibérales ;
- ▶ l'on tente de restaurer la stabilité des finances publiques au travers d'un exercice de dilapidation des services publics ;
- ▶ l'on use de la tactique « diviser pour régner » qui nourrit les médias du mythe d'une Fonction publique surpayée comparativement aux autres secteurs ;
- ▶ l'on profite de la crise pour écorner les droits syndicaux ;
- ▶ l'on sape le moral du personnel, qui se donne à fond, à un moment où il fait de son mieux pour assurer un service public de qualité aux personnes qui en ont le plus besoin ;

- ▶ l'on conditionne des prêts du FMI, de l'UE ou de banques commerciales aux gouvernements à des coupes claires dans les services publics et les allocations sociales.

Nous en appelons aux Gouvernements et aux Institutions UE pour qu' :

- ▶ au strict minimum, ils maintiennent le niveau de l'emploi afin de s'assurer que des services de qualité puissent parer aux conséquences sociales de la crise ;
- ▶ ils recrutent du personnel, sans recourir au travail supplémentaire ni au travail temporaire, dans les administrations fiscales, lesquelles, en période de récession, sont d'une importance vitale pour récolter les millions de taxes non perçues ;
- ▶ ils négocient et se mettent d'accord sur des solutions avec les organisations syndicales ;
- ▶ ils négocient une baisse des taux d'intérêt sur les emprunts des gouvernements sans sanctions punitives ;
- ▶ ils mettent en place, au niveau de l'UE, un comité du dialogue social où les administrations publiques rechercheront ensemble des pistes d'améliorations des services publics basées sur de saines conditions de travail.

TAILLER DANS LES RÉMUNÉRATIONS DE LA FONCTION PUBLIQUE N'EST PAS LA SOLUTION À LA CRISE

Tout indique, en effet, que les pays qui investissent peu dans le Secteur public et où la dérégulation est forte, sont les plus affectés par la crise.

S'il est vrai qu'il nous faut être plus sagace et plus stratégique dans notre manière de dépenser les deniers publics, cela ne peut se faire sur le dos des travailleurs du Secteur public.

S'attaquer à la crise, c'est s'attaquer à ses racines, essentiellement une répartition inéquitable des richesses entre le travail et le capital, une régulation laxiste des banques et institutions financières aux niveaux national et international ainsi qu'une faible taxation des gros revenus et revenus des sociétés. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un effort collectif qui implique, comme priorité première, de taxer les dividendes, spécialement ceux provenant des banques sauvées de la faillite, et d'investir dans des services publics essentiels.

Les fonctionnaires et agents de l'État sont une partie de la solution et non une partie du problème.